

Arrêté préfectoral d'autorisation n° 1122-23-20-099

**société FLECHARD LAITERIE DU PONT MORIN
sur la commune de RIVES D'ANDAINÉ**

Le préfet de l'Orne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier et ses titres 1^{er} et 4^{ème} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant en vigueur ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de la Mayenne (SAGE) et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant en vigueur ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Orne amont en vigueur ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 11/07/2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juin 1999 autorisant la société FLECHARD S.A. à utiliser 3 forages d'eau destinée à la consommation humaine implantés sur la commune de la Chapelle d'Andaine et l'arrêté n°2540-21/0024 du 9 décembre 2021 le modifiant et autorisant l'exploitation d'un 4^{ème} captage ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mai 2000 autorisant la société S.A. FLECHARD à exploiter une unité de transformation de lait et produits laitiers au n°44 rue de Domfront à La Chapelle d'Andaine,

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juin 2015 autorisant le Groupement d'Intérêt Economique Laiterie et Volailles d'Andaine à exploiter 2 stations d'épuration collectives industrielles dont le siège est situé au n°44 rue de Domfront à La Chapelle d'Andaine.

Vu la demande du 25 juin 2019 complétée le 25 juin 2021 et le 6 janvier 2023 présentée par la société FLECHARD LAITERIE DU PONT MORIN dont le siège social est situé Z.I. La Chapelle d'Andaine 61140 RIVES D'ANDAINES, à l'effet d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter une installation de fabrication de produits laitiers en vue de régulariser ses activités situées Z.I. La Chapelle d'Andaine 61140 RIVES D'ANDAINES ;

Vu le dossier de réexamen IED joint au dossier de demande d'autorisation environnementale lors de la phase d'enquête publique ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de CAEN, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 février 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 30 jours du 20 mars 2023 au 20 avril 2023 inclus sur le territoire des communes de Rives d'Andaine, Bagnoles de l'Orne, Tessé-Froulay, Juvigny sous Andaine, Thuboeuf ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication en date du 01 mars et du 23 mars 2023 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de Bagnoles de l'Orne et Thuboeuf ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET, préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 17 août 2021 nommant madame Marie CORNET secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mai 2023 portant délégation de signature à madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu le rapport et les propositions en date du 29 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du CODERST en date du 10 octobre 2023 et les observations formulées par l'exploitant en séance portant sur la rubrique 3642, les valeurs limites de rejet en Mayenne et les moyens de lutte contre l'incendie ;

Vu le projet d'arrêté porté le 16 octobre 2023 à la connaissance du demandeur ;

Vu la lettre du pétitionnaire en date du 3 novembre 2023 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que les habitations les plus proches sont situées à plus de 150 mètres des limites du site ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec le PLU de la commune de Rives d'Andaine ;

CONSIDÉRANT que la qualité du ruisseau, Les Louvrières, s'est dégradée ces dernières années, son état écologique étant caractérisé de "médiocre" pour les paramètres DCO et MES et de "moyen" notamment pour les paramètres "ammonium", et "phosphore" en aval du point de rejet des effluents aqueux traités

de la société FLECHARD LAITERIE DU PONT MORIN;

CONSIDÉRANT que les rejets des stations d'épuration de la société FLECHARD LAITERIE DU PONT MORIN contribuent à la dégradation de qualité du ruisseau Les Louvrières ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des précisions sur le devenir des effluents aqueux traités en réalisant des audits de son système d'assainissement (rapport d'audit de septembre 2022 et de novembre 2022) ;

CONSIDÉRANT que les enjeux relatifs au milieu récepteur, Les Louvrières, doivent être pris en compte et, en particulier, la non dégradation du milieu récepteur et le retour au bon état du milieu conformément à la directive DCE ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les éléments présentés dans le dossier et les consultations effectuées ont mis en évidence la nécessité de renforcer les prescriptions afin de rendre compatible le rejet des effluents industriels traités du site avec le milieu naturel récepteur en vue de prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Sommaire

1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	5
1.2 Nature des installations.....	5
1.3 Conformité aux différents éléments communiqués par l'exploitant.....	9
1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	9
1.5 garanties financières.....	9
1.6 Documents tenus a la disposition de l'inspection.....	9
1.7 Objectifs généraux.....	9
1.8 Consignes.....	10
1.9 Cahier de doléances.....	11
1.10 Echeancier.....	11
2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	12
2.1 Conception des installations.....	12
2.2 Limitation des rejets.....	12
3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	13
3.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	13
3.2 Conception et gestion des réseaux, et points de rejet.....	13
3.3 Limitation des rejets.....	16
3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets aqueux.....	20
3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	21
3.6 Dispositions spécifiques sécheresse.....	23
4. AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES COMPENSATOIRES.....	24
5. PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	25
5.1 Limitation des niveaux de bruit.....	25
5.2 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	25
5.3 Dispositions spécifiques.....	25
6. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	26
6.1 Conception des installations.....	26
6.2 Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	29
6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	30
7. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	31
7.1 Conception des installations.....	31
7.2 Production de déchets tri, recyclage et valorisation et quantités maximales stockées sur le site...31	
8. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS	
CONNEXES.....	32
8.1 Conditions particulières applicables à certaines installations relevant de la rubrique 3642.....	32
8.2 Locaux de stockage.....	32
8.3 installations de réfrigération à l'ammoniac.....	33
8.4 Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement.....	33
8.5 arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels.....	34
9. DISPOSITIONS FINALES.....	35
9.1 Caducité.....	35
9.2 Délais et voies de recours.....	35
9.3 Publicité.....	35
9.4 Exécution.....	35

1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société FLECHARD LAITERIE DU PONT MORIN, SIRET 303 514 004 00017, dont le siège social est situé à Z.I. La Chapelle d'Andaine 61140 RIVES D'ANDAINNE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter sur le territoire de la commune de RIVES D'ANDAINNE, à Z.I. La Chapelle d'Andaine, les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Installation
Rives d'Andaine	Section AC01 - parcelles 108 et 111	Usine
	Section : E - parcelle 717 / H - parcelle 571	Forages
	Section AL - parcelle 7 Section AN - parcelle 2	Stations d'épuration n°1 et n°2

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ; (le tableau des rubriques IOTA figure au 1.2.1 et inclut aussi les rubriques A).

1.1.2 Modifications apportées aux actes antérieurs

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants sont supprimées :

- arrêté du 31 mai 2000 autorisant la société S.A. FLECHARD à exploiter une unité de transformation de lait et produits laitiers au n°44 rue de Domfront à La Chapelle d'Andaine,
- arrêté du 25 juin 2015 du GIELV autorisant l'exploitation des 2 stations d'épuration sur le territoire de la commune de Chapelle d'Andaine.

1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement et déclaration sont applicables sauf dispositions particulières prévues par le présent arrêté.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3642	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p>3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour :</p> <p>a) Supérieure à 75 t/j et proportion animale $\geq 10\%$</p>	Traitement du lait et des corps gras	<p>Capacité maximale (**) de :</p> <p>80 t/j préparations alimentaires et fromages analogues</p> <p>200 000 l/j : lait et crème</p> <p>140 t/j de beurre</p> <p>130 t/j d'huiles de beurre</p>	A
4130	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t</p>	Emploi d'acide nitrique en bidons ou conteneurs	12,4 tonnes	A
4735	<p>Ammoniac.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1,5 t</p>	Emploi d'ammoniac	Quantité présente dans l'installation : 4,36 t/j	A
2921	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	<p>3 tours aéroréfrigérantes de type circuit fermé :</p> <p>TAR 1 : 1 925 kW</p> <p>TAR 2 : 1 925 kW</p> <p>TAR 3 : 840 kW</p>	Puissance 4 690 kW	E

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1510	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Locaux d'emballages n°1 ; n°2 et n°3 : 25 500 m ³ Locaux frigorifiques n°1 ; n°2 ; n°3 ; n°4 ; chambre chaude et Congèle -18°C : 42 992 m ³ Total : 68 492 m ³	Stockage total en entrepôts couverts : 68 492 m ³	E
2910-A-2	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse (...), si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2 chaudières gaz de 7 MW 1 chaudière fioul de 0,23 MW Total : 14,23 MW	14,23 MW	DC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	1 local de charge de 103,5 kW 1 local de 16 kW	120 kW	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

(**) Babeurre : 296 t/j et Sérum : 288 t/j

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Quantité autorisée	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4 forages de prélèvements d'eaux souterraines	D

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Quantité autorisée	Régime
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère (...) 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an (A)	220 000 m ³ /an sous un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté 4 Forages : - P4 : 300 m ³ /j, - P4' (en secours de P4) : 300 m ³ /j, - P5 : 200 m ³ /j, - P6 : 1 000 m ³ /j.	A
2.1.3.0	Épandage et stockage en vue d'épandage de boues produites dans un ou plusieurs systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif, la quantité de boues épandues dans l'année présentant les caractéristiques suivantes : 2° Quantité épandue de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40/t an (D)	Épandage de 290 t/an de MS et 24,3 t/an d'azote	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface totale : 5,554 ha	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 (relative au traitement et à la transformation de matières premières animales et végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires) et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FDM.

1.2.2 Consistance des installations

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- une usine de production qui comporte les différents ateliers de transformation, conditionnement et stockage de produits,
- d'un entrepôt frigorifique au nord du site,
- de bâtiments au sud du site comportant des locaux de stockages d'emballage,
- de 4 forages de prélèvements d'eau,
- et de deux stations d'épuration.

1.3 CONFORMITÉ AUX DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS COMMUNIQUÉS PAR L'EXPLOITANT

Les aménagements, installations, barrières de sécurité, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés, exploités et entretenus conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude des dangers. L'exploitant met notamment en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant doit décliner une procédure de cessation d'activité, telle que définie dans le code de l'environnement à la sous-section 5 : mise à l'arrêt définitif et remise en état (articles R512-39 à R512-39-6) et à l'article R.515-75.

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

1.4.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

Sans objet

1.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation en date du 25/06/2019 et le dossier de réexamen IED de juin 2021,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.7 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant transmet le rapport prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement sous un délai n'excédant pas 15 jours, sauf consignes contraire du Préfet ou de l'inspection des installations classées.

1.8 CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes d'exploitation, opérationnelles, pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté,
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation,
- l'obligation du « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation,
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 3.2.1.2,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

1.9 CAHIER DE DOLÉANCES

Un cahier de doléances ou tout autre dispositif est mis en place afin que les riverains puissent apporter des éventuelles remarques sur des dysfonctionnements en provenance du site **dès notification du présent arrêté.**

1.10 ECHEANCIER

Article	Nature de la prescription	Echéance
1.9	Cahier de doléances	-
3.1.1	Réduction de la consommation d'eau	18 mois
3.1.2	Codes BSS	1 mois
3.2.2.1	Régulation des eaux pluviales avant rejet au milieu récepteur	2 ans
3.2.3 et 3.2.4	Création du point de rejet des effluents aqueux et points internes Coordonnées des points de rejet	1 mois
3.3.2	Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu - Choix de la solution retenue - Rétroplanning des travaux	3 mois 6 mois
3.3.3	Nouvelles valeurs limites d'émission avant rejet vers le milieu naturel	à compter du 01/01/2025
3.5.1	Surveillance des eaux souterraines - justification à fournir - fréquence de surveillance	6 mois 1 fois/an
3.5.2	Surveillance des sols	Tous les 10 ans
5.2	Contrôle des nuisances sonores	1 an
6.1.8.5	Confinement	2 ans
6.3.1	Moyen de lutte contre l'incendie	1 an
6.3.2.	Plan de défense incendie	Voir AMPG rubrique n°1510
8.2.	Locaux de stockage	
8.1.	Bilan annuel	avant 31/03 de l'année suivante

2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance	Combustible	Date de mise en service
Conduit N° 1	Chaudière LOOS	7 MW	Gaz naturel	2004
Conduit N° 2	Chaudière BOSCH	7 MW	Gaz naturel	2020
Conduit N° 3	Chaudière GARIONI	232,9 kW	Fioul	1999

2.2 LIMITATION DES REJETS

2.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement et de surveillance des émissions sont opérationnelles et correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de l'efficacité de leur fonctionnement sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet atmosphériques, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités ou fabrications concernées.

Les incidents ayant entraîné la mise en œuvre d'actions d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et surveillance

Les rejets issus des installations de combustion doivent respecter les valeurs limites d'émission et les modalités de surveillance fixées par l'arrêté ministériel en vigueur relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

3.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les niveaux de prélèvements dans le réseau d'eau public sont limités aux besoins sanitaires.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau	Prélèvement maximal
			Annuel (m ³ /an)
Eau souterraine	Aquifère "Mayenne"	GG018	220 000 m ³ /an sous un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté

3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les forages suivants sont autorisés :

Nom du forage et ressource en eau concernée	Localisation	Code BSS	Prélèvement maximal
Forage n°P4	Parcelle E n°717	A fournir sous 1 mois	15 m ³ /h et 300 m ³ /j
Forage n°P4' (en secours et en alternance de P4)	Parcelle E n°717		15 m ³ /h et 300 m ³ /j
Forage n°P5	Parcelle H n°571		10 m ³ /h et 200 m ³ /j
Forage n°P6	Parcelle H n°571		50 m ³ /h et 1 000 m ³ /j

L'arrêté ministériel du 11/09/2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature IOTA s'applique à l'établissement.

Les 4 forages sont protégés par un périmètre de protection immédiat (clôture) et tous les dispositions de protection des ouvrages sont mises en oeuvre (tête de forage cimentée et surélevée avec trappe étanche et cadenassée).

3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX, ET POINTS DE REJET

3.2.1 Dispositions générales

3.2.1.1 Disconnexion

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs opérationnels de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des

garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

3.2.1.2 Isolement

L'exploitant met en œuvre un système d'isolement opérationnel des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont entretenus et maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

3.2.1.3 Réseaux de collecte

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries, canalisations et conduites sont accessibles, entretenues et repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

3.2.1.4 Plan des réseaux et points de prélèvement

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

3.2.1.5 Ouvrage de traitement

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités ou fabrications concernées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

En particulier, la lagune de 3 000 m³ collectant et stockant les eaux industrielles après traitement de la STEP n°1 est régulièrement surveillée et entretenue en dehors de la période estivale (à minima curée 1 fois/an) afin d'éviter tout relargage de boues vers le milieu naturel.

3.2.1.6 Eaux pluviales

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par

l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux usées industrielles sont collectées par les 2 stations d'épuration (STEP 1 puis lagune de 3 000 m³ et STEP 2) du site avant rejet en 2 points au milieu récepteur (ruisseau des Louvrières),
- les eaux des toitures et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont dirigées gravitairement vers une lagune pluviale de 570 m³ équipée de vannes d'obturation et d'un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le ruisseau des Louvrières,
- eaux de refroidissement sont rejetés au réseau d'eaux usées,
- les eaux vannes issues des locaux sociaux au sein de l'usine sont raccordées sur la station d'épuration industrielle du site,
- les eaux vannes issues des sanitaires des bureaux administratifs rejoignent le réseau d'assainissement communal.

3.2.2.1 Régulation des eaux pluviales avant rejet au milieu récepteur

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales prescrit par le SDAGE vers le milieu naturel est de 3 l/s/ha pour une pluie décennale:

- soit 1,7 l/s pour le projet d'extension-entrepôt frigorifique (surface aménagée de 5 689 m²),
- soit 23 l/s pour l'ensemble du site (surface aménagée de 77 295 m²).

Afin de réguler les eaux pluviales de l'ensemble du site avant rejet au milieu récepteur (ruisseau des Louvrières), l'exploitant doit disposer d'un dispositif suffisamment dimensionné et respectant les préconisations du SDAGE dont le volume minimal est de 1 376 m³. Ce dispositif doit être mis en service **dans un délai de 2 ans après la notification du présent arrêté.**

3.2.2.2 Rejet dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

3.2.2.3 Rejet dans la station collective communale (uniquement les eaux vannes des bureaux administratifs)

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.2.3 Points de rejets vers les milieux extérieurs

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet

externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées PK	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Nature du traitement réalisé sur le rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N° 1*	A fournir sous 1 mois	Eaux usées industrielles traitées (en sortie STEP n°1)	Milieu naturel : les Louvrières	Traitement biologique via la STEP n°1	Ruisseau "Les Louvrières" (F3423100) Masse d'eau : Les grandes Vallées et ses affluents	Sans objet
Pt N° 2*		Eaux usées industrielles traitées (en sortie STEP n°2)	Milieu naturel : les Louvrières	Traitement biologique via la STEP n°2		Sans objet
Pt N°3		Eaux pluviales	Milieu naturel : les Louvrières	séparateur hydrocarbures et lagune		Sans objet
Pt N° 4		Eaux vannes	Réseau collectif communal	-	Station de traitement collective	Convention
Pt N°1* Bis		Eaux usées industrielles traitées	Milieu naturel La Mayenne	Traitement biologique	La Mayenne (FRGR0459)	Sans objet (canalisation entre la STEP et le point de rejet)

*Conformément aux dispositions de l'article 3.3.2 du présent arrêté, l'exploitant devra indiquer la solution de traitement retenue de ses effluents et par voie de conséquence les points de rejets.

3.2.4 Points de rejets internes

Point de rejet interne à l'établissement	N° A (amont du dégraisseur)
Nature des effluents	Eaux usées industrielles non traitées
Exutoire du rejet	Dégraisseur

Point de rejet interne à l'établissement	N° B (aval du dégraisseur)
Nature des effluents	Eaux usées industrielles non traitées
Exutoire du rejet	Répartiteur puis Traitement biologique (STEP n°1 ou STEP n°2)
Traitement avant rejet	Dégraisseur

La création des nouveaux points de rejet internes n°A et n°B doivent être mis en oeuvre **dans un délai d'un mois à compter de l'arrêté préfectoral.**

3.3 LIMITATION DES REJETS

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

3.3.2 Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

Le fonctionnement de l'installation doit être compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement.

Les valeurs limites d'émission prescrites, à compter du 01/01/2025, permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

Sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, l'exploitant informe l'inspection des installations classées du choix de la solution retenue pour le devenir de ses eaux résiduaires traitées afin de respecter les valeurs limites fixées par l'article 3.3.3.2 ou les valeurs limites fixées par l'article 3.3.4. Il transmet les éléments justificatifs actant ce choix (bon de commande...).

Sous un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, l'exploitant transmet le rétroplanning et descriptif des travaux ainsi que, si nécessaire en fonction de la solution retenue :

- le dossier de demande d'examen au cas par cas si la solution de rejet par canalisation vers la rivière la Mayenne (cf. tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement) est retenu (article 3.3.4 du présent arrêté),
- le dossier d'épandage de l'effluent traité si la solution de ferti-irrigation est retenue.

3.3.3 Valeurs limites d'émission (VLE) des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel : ruisseau les Louvrières

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux définies ci-dessous.

Les valeurs limites d'émission s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures asservi au débit.

3.3.3.1 - A compter de la notification du présent arrêté préfectoral et jusqu'au 31/12/2024, les eaux résiduaires rejetées dans le ruisseau Les Louvrières respectent les valeurs limites suivantes :

Référence du point de rejet : "eaux usées traitées globales (cumul point de rejet n°1 et n°2)"

- débit maximal journalier (débit total points de rejet n°1 et 2) : 900 m³/j,

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	90	81
Demande biochimique en oxygène (DBO5) (a)	1313	20	18
Matières en suspension totales (MEST)	1305	20	18
Phosphore total (PT)	1350	2	1,8
Azote global (NGI)	1319	10	9
NKJ	1335	Sans VLE	Sans VLE
NH4	1339	Sans VLE	Sans VLE
NO2	1340	Sans VLE	Sans VLE
NO3	1551	Sans VLE	Sans VLE
Chlorures (Cl-)	1337	Sans VLE	Sans VLE

3.3.3.2 - A compter du 01/01/2025, les eaux résiduaires rejetées dans le ruisseau Les Louvrières respectent les valeurs limites suivantes :

Référence du point de rejet : "eaux usées traitées globales (cumul point de rejet n°1 et n°2)"

- débit maximal journalier (débit total points de rejet n°1 et 2) : 710 m³/j,
- débit maximum horaire : 30 m³/h.

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	25 mg/l	14,2 kg/j
Demande biochimique en oxygène (DBO5) (a)	1313	7 mg/l	5 kg/j
Matières en suspension totales (MEST)	1305	17,5 mg/l	12,4 kg/j
Phosphore total (PT)	1350	0,2 mg/l	0,14 kg/j
Azote global (NGI)	1551	13,2 mg/l	9,4 kg/j
NKJ	1319	1,5 mg/l	1,1 kg/j
NH4	1335	0,4 mg/l	0,3 kg/j
NO2	1339	0,4 mg/l	0,3 kg/j
NO3	1340	53,8 mg/l	38,2 kg/j
Trichlorométhane/ Chloroforme	1135	0,0085 mg/l	0,006 kg/j
Zinc	1383	0,0280 mg/l	0,020 kg/j
Cuivre total	1392	0,0550 mg/l	0,040 kg/j
Nonylphénols	1958	0,0010 mg/l	0,001 kg/j
Nickel	1386	0,0140 mg/l	0,010 kg/j
Acide chloroacétique	1465	0,0023 mg/l	0,002 kg/j

Chlorures (Cl-)	1337	Sans VLE	Sans VLE
-----------------	------	----------	----------

(a) Mesure sur effluent brut non décanté.

3.3.4 Valeurs limites d'émission (VLE) des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel : rivière la Mayenne

A compter du 01/01/2025, le rejet respecte les valeurs limites suivantes :

Référence du point de rejet : "eaux usées traitées globales (cumul point de rejet n°1 et n°2)"

- débit maximal journalier (débit total points de rejet n°1 et 2) : 850 m³/j,
- débit maximum horaire : 35 m³/h.

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	85 mg/l	71 kg/j
Demande biochimique en oxygène (DBO5) (a)	1313	10 mg/l	8 kg/j
Matières en suspension totales (MEST)	1305	30 mg/l	25 kg/j
Phosphore total (PT)	1350	0,8 mg/l	0,7 kg/j
Azote global (NGI)	1551	17 mg/l	14,2 kg/j
NKJ	1319	1,5 mg/l	1,3 kg/j
NH4	1335	0,6 mg/l	0,5 kg/j
NO2	1339	0,4 mg/l	0,4 kg/j
NO3	1340	70 mg/l	59 kg/j
Trichlorométhane/ Chloroforme	1135	0,020 mg/l	0,020 kg/j
Zinc	1383	0,140 mg/l	0,120 kg/j
Cuivre total	1392	0,150 mg/l	0,200 kg/j
Nonylphénols	1958	0,001 mg/l	0,001 kg/j
Nickel	1386	0,020 mg/l	0,020 kg/j
Acide chloroacétique	1465	0,010 mg/l	0,010 kg/j
Chlorures (Cl-)	1337	Sans VLE	Sans VLE

3.3.5 Valeurs limites d'émission (VLE) des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel : ruisseau les Louvrières

Référence du point de rejet : Point de rejet n°3

Les eaux pluviales ne peuvent être rejetées au milieu naturel qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié afin de respecter les valeurs limites en concentration suivante :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	90
Matières en suspension totales (MEST)	1305	30
Hydrocarbures totaux	7009	5

(a) Mesure sur effluent brut non décanté.

3.3.6 Rejets des eaux vannes vers le réseau communal d'assainissement collectif

Référence du point de rejet : Point de rejet n°4.

Les eaux vannes issues des bureaux administratifs sont collectées et rejetées dans le réseau public d'assainissement afin d'être traitées par la station d'épuration communale.

Les prescriptions du présent délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation au raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

3.3.7 Contrôle des points de rejets internes n°A et n°B

Le contrôle du bon fonctionnement du dégraisseur est réalisé par analyse de la DCO en amont (Point A) et en aval (Point B). Le rendement minimal à atteindre est de 40 % de diminution de la charge en DCO.

La fréquence de contrôle sur le paramètre DCO est trimestrielle durant 1 an. Au bout de cette période, la fréquence pourra être semestrielle après justification des résultats par l'exploitant et accord de l'inspection des installations classées.

3.4 SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS AQUEUX

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

La quantité d'eau prélevée dans les eaux souterraines est relevée journalièrement.

3.4.2 Contrôle des rejets aqueux au niveau des points de rejets n°1 et n°2

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètre	Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission via GIDAF
Débit	24h asservi temps	Une fois par jour	Une fois par mois
pH		Une fois par jour	Une fois par mois
Température		Une fois par jour	Une fois par mois
Demande chimique en oxygène (DCO)		Une fois par jour	Une fois par mois
Demande biochimique en oxygène (DBO5) (a)		Une fois par semaine	Une fois par mois
Matières en suspension totales (MEST)		Une fois par jour	Une fois par mois
Phosphore total (PT)		Une fois par jour	Une fois par mois
NJK		Une fois par semaine	Une fois par mois
NH4		Une fois par semaine	Une fois par mois
NO2		Une fois par semaine	Une fois par mois
NO3		Une fois par semaine	Une fois par mois
Azote global (NGI)		Une fois par semaine	Une fois par mois
Chlorures (Cl-)		Une fois par mois durant 1 an	Une fois par mois
Trichlorométhane/Chloroforme		Une fois par trimestre	Une fois par trimestre
Zinc		Une fois par an	Une fois par an

Paramètre	Type de suivi 24h asservi temps, 24h asservi débit, ponctuel	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission via GIDAF
Cuivre total		Une fois par an	Une fois par an
Nonylphénols		Une fois par an	Une fois par an
Nickel		Une fois par an	Une fois par an
Acide chloroacétique		Une fois par an	Une fois par an

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées l'autosurveillance selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessus et au moins une fois par an une synthèse des résultats de cette surveillance avec les actions correctives engagées et projetées dans le bilan annuel (voir modalités à l'article 8.1).

3.4.3 Mesures « comparatives », contrôles de recalage

L'exploitant fait procéder à des mesures comparatives par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans les conditions définies aux articles 58.II et 58.III et IV de l'AM 2/02/1998. Le contrôle de recalage est effectué selon la périodicité suivante :

- 1 fois par an : tous les paramètres listés à l'article 3.4.2.

3.4.4 Contrôle des rejets aqueux au niveau du point de rejet n°3

L'exploitant doit contrôler la qualité de son rejet d'eaux pluviales selon la périodicité définie ci-dessous :

- 2 fois/an : tous les paramètres listés à l'article 3.3.2.2.

Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées dans le bilan annuel (article 8.1).

3.5 SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant doit procéder à une surveillance périodique, au moins une fois par an, des eaux souterraines brutes (avant traitement) via les 4 forages utilisés pour la consommation d'eau (article 3.1.2). Cette surveillance porte à minima sur les substances suivantes : pH, chlorures, sodium, nitrates, phosphates, sulfates et alcools.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur :

- une comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes et au fonctionnement de l'hydrosystème ;
- une comparaison des résultats avec des valeurs de référence (SDAGE, AM du 17 décembre 2008, AM du 11 janvier 2007 ...) ;
- une interprétation de ces données.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en

réduire les effets.

Sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant justifie que l'emplacement et le nombre de forages actuels sont suffisants pour assurer la surveillance de l'hydrosystème local (sens d'écoulement de la nappe, position amont/aval...). Une étude préalable de ce système peut être requise ainsi que l'implantation de piézomètres complémentaires.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans le bilan annuel (article 8.1).

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe.

3.5.2 Surveillance des sols

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée **au moins tous les dix ans** (à compter de 2019).

Cette surveillance porte à minima sur les substances suivantes : pH, chlorures, sodium, nitrates, phosphates, sulfates et alcools.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base. La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base ou en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans le bilan annuel (article 8.1).

3.5.3 Surveillance des eaux de surface

Pour la surveillance des eaux de surface du ruisseau les Louvrières, l'exploitant identifie des points de prélèvement en amont et en aval de ses points de rejets. Le point aval est situé en dehors de la zone de mélange entre ses effluents et les eaux du milieu naturel et éloigné au plus d'une distance égale à dix fois la largeur du cours d'eau.

L'exploitant fait procéder à des prélèvements et des analyses des eaux du cours d'eau dans les conditions suivantes :

Localisation du point de mesure	Paramètres	Type de prélèvement	Fréquence de mesure
3 Points de prélèvements : - Amont STEP n°1 - Sortie STEP n°1 - Sortie STEP n°2	- Débit instantané - Température - Conductivité - pH - DCO - DBO5 - MES - Azote global - Phosphore	Prélèvement ponctuel	1 fois/trimestre
	- Nitrites (NO ₂), - Nitrates (NO ₃), - azote Kjeldhal (NKJ), - Ammonium (NH ₄)	Prélèvement ponctuel	1 fois/an

- Diatomées (IBD), - Oligochètes (IOBS) - Investébrés (I2M2 et ses métriques)	Prélèvement ponctuel	1 fois/an
--	-------------------------	-----------

Les paramètres biologiques font l'objet d'une surveillance annuelle en période d'étiage, de préférence en période estivale, et en conditions hydrologiques stables.

3.5.3.1 Condition de réalisation des prélèvements et analyses

Les échantillons destinés aux analyses physico-chimiques, sont constitués à partir de prélèvements ponctuels.

Les prélèvements sont réalisés par un organisme sous accréditation COFRAC.

Les analyses sont réalisées par un organisme sous accréditation COFRAC ou agréé par le Ministère de l'environnement.

3.5.3.2 Restitution des résultats

Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées dans le bilan annuel (article 8.1). les éléments suivants sont fournis :

- la carte de situation des lieux de prélèvements ;
- les dates de prélèvements ;
- les conditions météorologiques ;
- les résultats des suivis milieu réalisés (concentrations, flux, ...) et les interprétations afférentes (classement par rapport à la qualification de l'état écologique de la masse d'eau) ;
- les indices biologiques calculés à l'aide des derniers scripts en vigueur sur <http://www.seee.eaufrance.fr/> ;
- les données biologiques au format des standards d'échange de l'OFB <https://professionnels.ofb.fr/node/393> ;
- l'évaluation de la classe de qualité par paramètre, par indice et au global ;
- les conclusions sur la compatibilité du rejet avec le bon état du milieu récepteur.

3.5.4 Bilan annuel des épandages

L'exploitant réalise annuellement un bilan des opérations d'épandage. Ce bilan est adressé aux préfets et agriculteurs concernés.

Il comprend :

- les parcelles réceptrices,
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents et/ou déchets épandus,
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol,
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent,
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

3.5.5 Dispositions applicables aux établissements relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE, ainsi que les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention et de l'aire de lavage, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour

éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

L'exploitant doit éviter l'usage des pesticides pour l'entretien des terrains du site.

3.6 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SÉCHERESSE

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté cadre sécheresse départemental en vigueur.

L'exploitant adapte sa consommation d'eau et sa production pour répondre aux objectifs de réduction de prélèvements fixés par cet arrêté.

4. AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES COMPENSATOIRES

Sans objet

5. PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe.

5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 3 ; 4 et 5	60 dB(A)	55 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

5.2 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans.

5.3 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

5.3.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.3.2 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

6. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

6.1.1 Règles générales de conception

Les matériaux utilisés dans les équipements sont compatibles avec les produits susceptibles d'être contenus (absence de réaction notamment) et les conditions de fonctionnement (température, pression...).

Les technologies de pompes, joints, instruments de mesure sont adaptées aux risques encourus.

Les organes de manœuvre pour la mise en sécurité des installations et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel doivent être implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre.

Les tuyauteries, robinetteries et accessoires sont conformes aux normes et codes en vigueur lors de leur fabrication, sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Pour les organes de sectionnement à fermeture manuelle, le sens de fermeture est signalé de manière visible.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les tuyauteries de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Les tuyauteries enterrées sont repérées sur un plan tenu à jour.

6.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu

Les bâtiments doivent respecter à minima les dispositions constructives définies dans l'étude des dangers d'avril 2019 et notamment les modélisations Flumilog. Un mur REI 120 recoupe le bâtiment principal de l'usine afin de séparer les zones de stockages (chambres froides) et la zone de production.

Les dispositions constructives spécifiques pour certaines installations sont fixées au titre 8.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.3 Désenfumage

Les dispositifs concourant au désenfumage sont entretenus régulièrement, maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels.

Les commandes relatives au désenfumage sont positionnées judicieusement ou à l'entrée du local. Ces commandes sont accessibles en permanence.

L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de vérifications et d'entretiens des dispositifs concourant au désenfumage.

6.1.4 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

L'exploitant recense les parties de l'installation pouvant être à l'origine d'une explosion.

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

6.1.5 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Pour les installations susceptibles de présenter des risques d'explosion, les installations électriques sont, notamment, exploitées conformément à l'arrêté ministériel du 31/03/1980.

À proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque local à risques identifiés à l'article 8.2.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de cellules de stockages identifiés l'article 8.2, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'une ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

6.1.6 Dispositif de conduite

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

6.1.7 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation du site stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'entrepôt, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du stockage.

En cas de recours à une voie d'accès secondaire des services d'incendie et de secours, elle est maintenue dégagée de tout stationnement et comporte une matérialisation faisant apparaître la mention : « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation de type « stationnement interdit ».

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accueil des secours et les modalités de leur accès à tous les lieux.

6.1.8 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

6.1.8.1 Rétention

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leurs dispositifs d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant s'assure aussi souvent que nécessaire que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

6.1.8.2 Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux de la rétention utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

6.1.8.3 Canalisations

Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

6.1.8.4 Manipulation de matières dangereuses

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir collecter les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. La gestion de ces liquides respecte les dispositions du présent arrêté.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). En cas d'incident ou d'accident, la gestion de ces produits ou matières respecte les dispositions du présent arrêté.

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et sont effectués en application de consignes particulières.

6.1.8.5 Confinement

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est de 1 530 m³ et doit prendre en compte la présence d'eau pluviale ou de process dans les dispositifs de confinement (lagune ou bassins des STEP).

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour respecter ce volume de confinement **sous un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.**

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

6.1.8.6 Aire de lavage

L'aire de lavage des camions doit être totalement étanche et permettre de recueillir l'ensemble des eaux de lavage vers le réseau de collecte des eaux industrielles.

6.2 DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

6.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

6.2.2 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

6.2.3 Utilités

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant met en place le dispositif adapté pour être informé d'une rupture ou indisponibilité d'utilité. Dans ces situations, l'exploitant met en œuvre des dispositions matérielles et ou organisationnelles à caractère temporaire, préalablement testées et opérationnelles, pour maintenir les installations dans leur domaine de sécurité.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

6.2.4 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

6.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'article 13 de l'arrêté ministériel 11/04/17 relatif aux

prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires, calculés conformément au document technique D9, est à minima de 270 m³/h. L'exploitant doit mettre en oeuvre et justifier qu'il dispose des moyens permettant d'y répondre sous un **délai de un an à compter de la notification du présent arrêté**. Ces moyens doivent respecter les dispositions du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie. Ces équipements doivent être placés à moins de 200 mètres par les voies praticables du bâtiment principal. La localisation de ces dispositifs doivent être soumis à l'avis du SDIS avant implantation. La réception de ces dispositifs doit être réalisée en présence du SDIS.

L'installation est dotée des moyens suivants :

- un système d'extinction automatique d'incendie équipant le bâtiment principal de l'usine (chambres froides et zones de production) adapté aux produits présents,
- un système de détection automatique d'incendie équipant les locaux à risque incendie (locaux de stockage définis à l'article 8.2 et local de stockage de produits chimiques) et le local TGBT,
- un système de détection de gaz conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- des robinets d'incendie armés opérationnels,
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres associés à des pelles,

Le système d'extinction automatique d'incendie, est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels en vigueur. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Les équipements de lutte contre l'incendie sont opérationnels, entretenus et maintenus en bon état aussi souvent que nécessaire, repérés et facilement accessibles en toute circonstance.

6.3.2 Organisation

L'exploitant établit un Plan de défense incendie tel que défini par l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Ce plan est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

L'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie tous les **trois ans**. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans

7. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

7.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis à l'article L. 511-1 du code de l'Environnement pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Chaque déchet est clairement identifié et repéré. Les déchets sur le site sont gérés conformément aux règles en vigueur, et ne sont pas susceptibles d'être à l'origine de risques ou de nuisances.

Toutes les égouttures et eaux de ruissellement doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement approprié.

7.2 PRODUCTION DE DÉCHETS TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION ET QUANTITÉS MAXIMALES STOCKÉES SUR LE SITE

La quantité des principaux déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	02 02 04	Boues biologiques provenant du traitement in situ des effluents	silo STEP 1 de 1 200 m ³ silo STEP 2 de 515 m ³ silo secours de 1 000 m ³
	12 01 01	Ferrailles/Inox	1 benne de 30 m ³
	15 01 03	Palettes bois	1 benne de 30 m ³
	15 01 02	Matières plastiques	1 benne de 30 m ³
	15 01 01	cartons et étuis	1 benne de 30 m ³

Une benne de déchets non dangereux divers de 30 m³ est présente en surplus.

8. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

8.1 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 3642

En application de l'article R. 515-60 du code de l'environnement, l'exploitant transmet chaque année au préfet un bilan argumenté de la surveillance de ses émissions demandée aux titres 2 et 3, accompagné de toute donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation.

Le bilan doit couvrir une année calendaire complète. La transmission du bilan de l'année est effectuée avant le 31 mars de l'année suivante.

Les éléments suivants doivent obligatoirement être développés :

- synthèse de données de production (tonnage de matières premières entrantes, consommation en eau, en énergie...) et niveau de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux et consommation d'énergie spécifiques (ratio en m³ d'effluents rejetés/tonnes de matières premières et en MWh d'énergie consommée/ tonnes de matières premières),
- respect des valeurs limites d'émission pour les périodes et conditions de référence fixées,
- respect du programme de surveillance et des méthodes d'évaluation,
- synthèse des dysfonctionnements rencontrés, des périodes d'indisponibilité des appareillages de suivi, du suivi métrologique des appareillages de mesure en continu,
- bilan de l'entretien et de la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de garantir la protection des sols et des eaux souterraines mentionnées aux articles 3.5.1 et 3.5.2,
- plan d'actions en cas de dérive.

8.2 LOCAUX DE STOCKAGE

8.2.1 Caractéristiques des stockages

Le stockage respecte la répartition par type de produits ainsi le nombre maximal de palettes conformément aux scénarios modélisés dans l'étude des dangers.

Locaux	Caractéristiques des locaux			Caractéristiques du stockage	
	Surface	Hauteur (m)	Volume (m ³)	Volume (m ³)	Tonnage (t)
Chambre froide +10°C	1 100 m ²	7	7 700 m ³	3 759 m ³	1 458 palettes – 1 458 t
Chambre froide +4°C (beurrerie)	1 050 m ²	7	7 343 m ³	4 212 m ³	1 377 palettes – 1 377 t
Chambre froide +4°C (fromagerie)	685 m ²	7	4 800 m ³	4 347 m ³	1 374 palettes – 1 374 t
Chambre chaude	197 m ²	7	1 379 m ³	880 m ³	273 palettes – 273 t
Chambre froide +4°C (extension)	1 148 m ²	7	8 034 m ³	4 723 m ³	1 476 palettes – 1 476 t
Chambre froide -18°C (extension)	1 717 m ²	8	13 736 m ³	6 652 m ³	2 127 palettes – 2 127 t
Local des emballages n°1	1 140 m ²	8	9 100 m ³	5 922 m ³	1 543 palettes 655,5 t
Local des emballages n°2	1 285 m ²	7	9 000 m ³	2 700 m ³	2 510 palettes 550,7 t
Local des emballages n°3	1 235 m ²	6	7 400 m ³	5 035 m ³	1 953 palettes 270,6 t

En gras : les zones de stockages majoritaires

8.2.2 Conformité à l'arrêté ministériel du 27/03/2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27/03/2014 sont applicables aux installations suivantes du site :

- cellule "chambre froide +4°C-extension" et l'entrepôt frigorifique "Chambre froide négative - Congele -18°C", construits en 2016,
- cellule "chambre froide +10°C"; cellule "chambre froide +4°C - beurrerie"; cellule "chambre froide +4°C-fromagerie" construites avant 2014.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments justificatifs techniques du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27/03/2014 et en particulier des articles suivants : articles 3.1 (implantation) ; 3.2 (accessibilité) ; 4.1 (structure du bâtiment) ; 4.5.2 (désenfumage) de l'annexe I.

8.2.3 Conformité à l'arrêté ministériel du 30/09/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30/09/08 sont applicables aux installations suivantes du site : locaux d'emballages n°1 ; n°2 et n°3.

8.2.4 Conformité à l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

8.2.4.1 Cellules de stockage frigorifiques

Les dispositions de l'annexe VII et VIII de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sont applicables aux installations suivantes du site (considérées comme "installations existantes nouvellement soumise à 1510") :

- cellule "chambre froide +4°C-extension" et l'entrepôt frigorifique "Chambre froide négative - Congele -18°C", construits en 2016,
- cellule "chambre froide +10°C"; cellule "chambre froide +4°C - beurrerie"; cellule "chambre froide +4°C-fromagerie" construites avant 2014.

8.2.4.2 Cellules de stockages d'emballages

Les dispositions de l'annexe VII.1 et VIII de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sont applicables aux installations suivantes du site (considérées comme "installations existantes nouvellement soumise à 1510") : locaux d'emballages n°1 ; n°2 et n°3.

8.3 INSTALLATIONS DE RÉFRIGÉRATION À L'AMMONIAC

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 sont applicables aux installations du site.

8.4 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Les installations (dont l'activité est jugée non interruptible telles que les installations de traitement et de stockage de déchets), doivent disposer d'une réserve de produits et consommables suffisante pour leur permettant d'assurer une continuité de leur activité et de la surveillance de leurs rejets dans des conditions exceptionnelles.

Les stocks de réactifs doivent notamment être suffisants pour assurer une continuité de l'activité pour une durée minimale de 2 mois.

8.5 ARRÊTÉ DU 4 OCTOBRE 2010 MODIFIÉ RELATIF À LA PRÉVENTION DES RISQUES ACCIDENTELS

Les dispositions de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables aux installations du site.

9. DISPOSITIONS FINALES

9.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

9.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen.

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

9.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Rives d'Andaine et peut y être consulté ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Rives d'Andaine pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'ORNE pendant une durée minimale de quatre mois.

9.4 EXÉCUTION

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Orne, le directeur départemental des territoires de l'Orne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Rives d'Andaine et à la société FLECHARD LAITERIE DU PONT MORIN.

Alençon, le **16 NOV. 2023**

Pour le préfet,

la sous-préfète, secrétaire générale



Marie CORNET

Pour être annexé à mon arrêté

n° 1122-23-20-099 en date du

16 NOV. 2023

Pour le préfet,

la sous-préfète, secrétaire générale

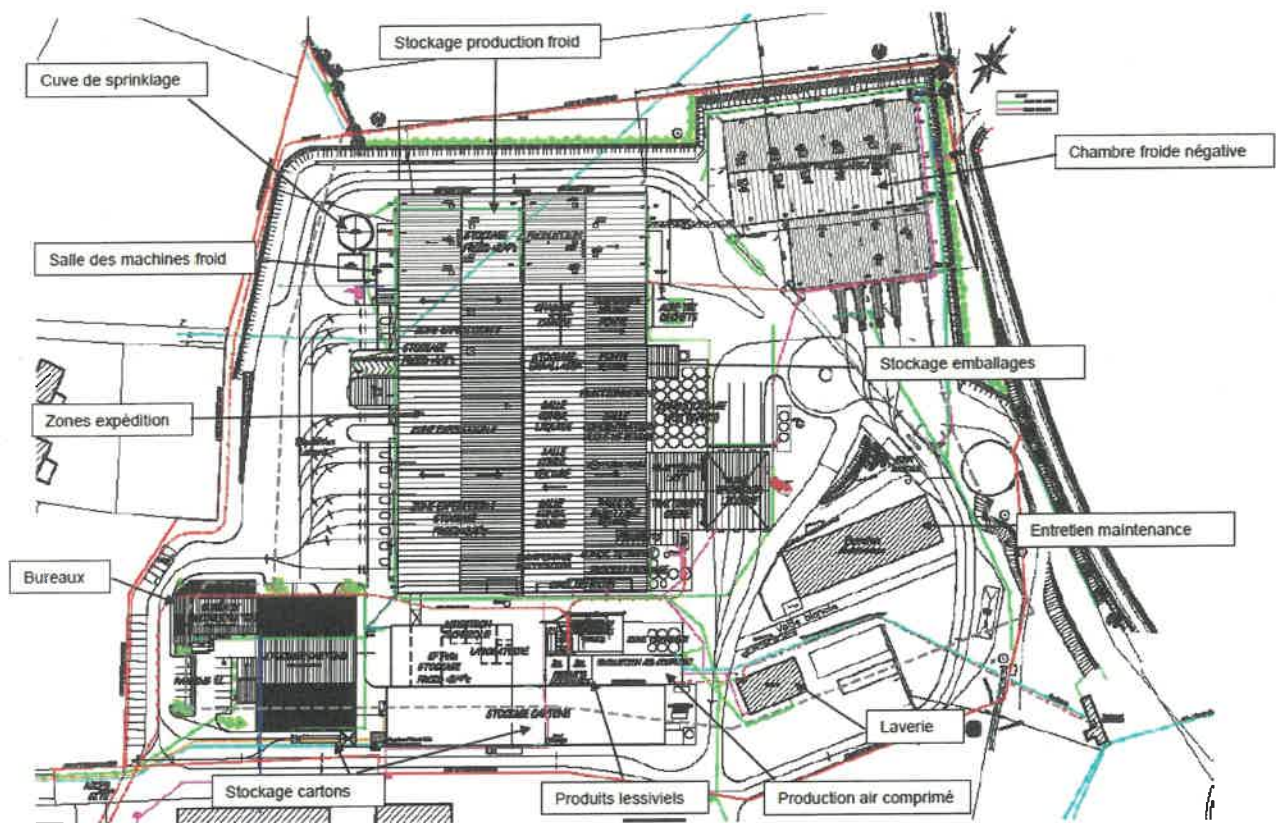
Marie Cornet

Marie CORNET

Annexe - localisation du site et des STEP



Plan de l'usine



Marie CORNET

Annexe

Localisation des 4 forages de prélèvements d'eaux souterraines



Localisation des points de mesure de bruit



16 NOV. 2023

Pour le préfet,
la sous-préfète, secrétaire générale

How. Gov

Marie CORNET

Plan de localisation des locaux de stockages

